# Socialisme d’État et parlement

***Marx et Engels: hésitations et prophéties.***

Nous n'avons pas l'intention de faire porter sur Marx (et sur Engels) la responsabilité totale de la dégénérescence contre-révolutionnaire du système «communiste» instauré en Russie. Leurs convictions et leur bonne foi ne sont pas en cause. N'oublions pas que Marx et Engels ont été les disciples de Hegel et comme tels ils ont dû subir l'idéalisation étatiste de leur maître et s'en imprégner. D'autre part nous ne pouvons pas accepter l'explication de l'échec du communisme autoritaire par les erreurs ou la trahison de Staline, explications et justifications habituelles de toutes les sectes et les chapelles marxistes «antistaliniennes». Le système politique et économique instauré après la deuxième guerre mondiale, en Chine, en Yougoslavie ou au Vietnam du Nord, suit le même chemin et présente les mêmes phénomènes que leur «aîné» soviétique.

Le mal est dans la racine, dans la conception même du socialisme marxiste, socialiste étatiste autoritaire et centraliste. Faute de données exactes sur le futur «État prolétarien», Marx se borna à des prédictions floues, équivoques et contradictoires. De ce point de vue on peut dire que le social-réformiste Bernstein n'est pas moins «orthodoxe» que le révolutionnaire Lénine.

Le

problème qui nous intéresse ici, socialisme d'État, et Parlement, n'est traité par Marx (et Engels) que sporadiquement et en marge du problème de l'État.

Qu'est-ce que l'État? Un instrument de domination et d'exploitation d'une classe par une autre «une force issue de la société mais se plaçant au-dessus d'elle» (Engels), «une force, spéciale de répression» dont les principaux instruments de coercition sont l'armée permanente et la police. (Cela se réfère, bien entendu, à l'État capitaliste).

Quant au suffrage universel, l'attitude d'Engels était dans les premiers tempe catégorique: dans le meilleur des cas il ne peut être que «l'indice de la maturité de la classe ouvrière. Il ne peut donner et ne donnera jamais rien de plus dans l'État actuel». Plus tard Engels sera gagné par l'«enthousiasme» et les illusions de la social-démocratie réformiste allemande et fera d'étranges pronostics sur la montée parlementaire du prolétariat. Il fixera, pour la fin du siècle (du siècle dernier) la date de la révolution «tranquille» et «indolore» du prolétariat grâce à la conquête de la majorité au parlement.

L'État bourgeois, d'après Marx et Engels. doit être supprimé et remplacé par l'État prolétarien (dictature du prolétariat). Ici deux questions se posent: 1) Est-il indispensable que le passage de l'État bourgeois à l'État prolétarien se fasse par voie de révolution? et 2) qu'est-ce que l'État prolétarien?

1. En règle générale Marx et, Engels sont pour la révolution. Mais Marx admet que dans certains cas (et il prend comme exemple l'Angleterre et les États-Unis de son temps) l'État

prolétarien peut remplacer l'État capitaliste par voie parlementaire c'est-à-dire sans recours à la révolution violente. Tout dépend de l'instruction du prolétariat, du degré de sa conscience sociale, de son sens de l'organisation. (Donc il n'est pas étonnant que
l'on puisse lire dans la Déclaration des chefs des P.C. réunis à Moscou en novembre 1957 qu'«une solide majorité parlementaire sur la base d'un front ouvrier et populaire et la collaboration politique entra différents partie et organisations sociales peut faire du
Parlement, instrument au service de la classe bourgeoise, un
instrument du peuple travailleur».)

2. Marx et Engels
sont contre l'abolition de l'État par le prolétariat vainqueur. L'État resta toujours «une force spéciale de répression» mais les rôles changent: l'État prolétarien, c'est la dictature du prolétariat sur la bourgeoisie vaincue.

Engels
était, sans doute, moins rigide dans ses conceptions, moins «étatiste» que Marx. Son État prolétarien
est un semi-État condamné à un rapide
«dépérissement». «Le premier acte par
lequel l'État s'affirme réellement comme le
représentant de la société tout entière –
la prise de possession des moyens de production au nom de la société
– est en même temps le dernier acte propre de l'État».

Dans
la période qui précède la Commune de Paris, la
conception marxiste de l'État prolétarien est très
vague et équivoque. L'État, c'est «le prolétariat
organisé en classe dominante» – lit-on dans le

Manifeste. (Étrange conception de révolution sociale!). D'autre part, cet État doit être centralisé afin de pouvoir écraser plus efficacement la résistance des vestiges de l'ancienne classe exploiteuse et pour diriger plus facilement l'économie socialiste. Dans sa polémique avec les proudhoniens, Marx soutient que vouloir «abolir l'État» c'est déposer les armes.

On sait que Marx méprisait le prolétariat français et qu'il était sceptique quant à la tentative de renversement du gouvernement, à la veille de la Commune, pourtant lorsque la révolution éclata, il en fut enthousiasmé, l'analysa minutieusement et en tira des conclusions assez surprenantes.

La première conclusion est que le prolétariat «ne peut pas s'emparer de la machine d'État toute prête et la mettre en marche pour la faire servir à ses propres fins.»

Dans «La guerre civile en France» Marx nous donne les caractéristiques de la Commune de Paris, qui devraient être, d'après lui, celles de toute révolution prolétarienne:

a) suppression de l'armée permanente et son remplacement par le peuple armé;

b) éligibilité absolue et révocabilité de tous les fonctionnaires;

c) le salaire d'un fonctionnaire doit être égal au salaire d'un ouvrier.

Au lieu de décider une fois tous les 3 ou 6 ans quel membre de la classe dominante ira représenter et opprimer le peuple au parlement»... «la Commune devrait être une assemblée non parlementaire mais agissante, ayant en même temps le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif.»

Ce fut le point culminant du «libéralisme» marxiste. Un feu de paille. Par suite il se perdra dans les dédales de la première phase du communisme (ou phase inférieure) et justifiera le «droit bourgeois» de l'inégalité («à chacun selon son travail»).

# Lénine ou la dictature du parti

Il est incontestable que l'homme à qui l'on doit la boutade «chaque cuisinière doit savoir diriger l'État» était non seulement un grand démagogue mais aussi un organisateur plein d'initiative et un agitateur infatigable (Par plusieurs côtés il rappelle l'«anarchiste» Netchaïev de lamentable mémoire). Son évolution idéologique et sa conduite pratique vont en zig zag. Les contradictions et les incohérences idéologiques et pratiques ne le gênent pas. Bien au contraire, il en fait un «crédo» révolutionnaire. «La fin justifie les moyens» Et la fin, c'était le pouvoir. Lénine a été le guide fossoyeur d'une grande révolution prolétarienne.

Avant la révolution de 1917 ses idées sur la révolution n'étaient pas nettes. À un certain moment il croyait que la Russie avait besoin d'une révolution bourgeoise. (On ne brûle pas les étapes! En bon marxiste, il savait que la révolution prolétarienne ne peut éclater que lorsque le capitalisme aura atteint son point culminant.)

Dans «Deux tactiques» il écrivait à propos de la Commune de Paris: «Ce fut un gouvernement tel que le nôtre ne doit pas être.» Il reprochait aux communards d'avoir hésité entre la révolution sociale et la révolution. démocratique et d'avoir omis de s'emparer

de la Banque de France. Cela ne l'empêcha pas de soutenir dans son rapport au Congrès de la 3e Internationale (mars 1919) que «le mouvement soviétiste continue aux yeux de tous l'œuvre de la Commue.»

Pour Lénine «le problème fondamental de toute révolution est celui du pouvoir dans l'État». La dictature du prolétariat dégènera, en pratique, rapidement en dictature du parti sur le prolétariat.

Après la chute du tzar il y avait une dualité du pouvoir: le gouvernement provisoire (Lvov d'abord, puis Kérensky) et les Soviets des députés ouvriers et soldats.

Contrairement à ce que l'on pense communément, les Soviets n'ont pas été une création des bolcheviks. En réalité ils sont issus spontanément de l'effervescence de la révolution. Les bolcheviks y étaient nettement en minorité. Au congrès panrusse des soviets (juin 1917) les bolcheviks n'avaient que 105 délégués contre 285 socialistes révolutionnaires et 248 mencheviks. À la fin de la même année ils auront la majorité! Les raisons de cette ascension sont multiples. Ils commencèrent par lancer le mot d' ordre: «Tout le pouvoir aux soviets» qui eut un grand retentissement auprès des masses fatiguées et exaspérées par l'incapacité et la corruption du «gouvernement provisoire» de Kérensky. D'autre part ils promettaient aux soldats la paix et aux paysans la terre. La démagogie paie.

Une fois qu'ils se sont assurés la majorité dans les soviets (Conseils) les bolcheviks déclenchèrent l'offensive contre l'Assemblée constituante.

Pourtant

jusqu'aux élections générales, les bolcheviks étaient partisans ardents de l'Assemblée. Ils espéraient y gagner la majorité. Ils reprochaient avec véhémence, au gouvernement de Kérensky l'intention de retarder indéfiniment les élections et de saboter l'Assemblée. En septembre 1917 Lénine écrivait (dans «Les tâches de la Révolution»): «Les soviets ayant pris la plénitude du pouvoir, pourraient maintenant encore – et c'est là probablement leur dernière chance – assurer le développement pacifique de la révolution, l'élection pacifique de ses députés par le peuple, l'émulation pacifique des partis au sein des soviets, la mise à l'épreuve, dans la pratique, du programme des différents partis, le passage pacifique du pouvoir d'un parti à l'autre».

Les résultats des élections furent décevante pour les bolcheviks: ils étaient en minorité. L'Assemblée constituante devint une institution gênante et ils décidèrent de s'en débarrasser.

«L'Assemblée constituante – écrit Lénine le 6 janvier 1918 – constituerait aujourd'hui un pas en arrière et signifierait la faillite de toute la Révolution d'Octobre des ouvriers et des paysans». Et ailleurs: «Deux pouvoirs ne sauraient exister dans un État. L'un des deux doit être réduit à néant». D'après Lénine, la dualité du pouvoir ne reflète qu'une période transitoire du développement de la Révolution.

Dans le paragraphe 21 du Rapport présenté au Congrès de la Troisième Internationale il qualifie l'Assemblée constituante de «dictature bourgeoise».

L'Assemblée constituante fut dissoute par un décret de Lénine qui était alors à la tête du «Conseil des commissaires du peuplé».

Malgré sa phraséologie démagogique («Tout le pouvoir aux soviets») Lénine n'a jamais cru sincèrement aux Soviets. Zinoviev (l'ami et le collaborateur le plus proche de Lénine) nous révèle, dans la biographie de Lénine, (parue en 1918) qu'en 1917, donc au moment où les bolcheviks étaient en minorité dans les soviets, Lénine soutenait que le parti bolchevik devrait «prendre le pouvoir en dehors des soviets».

En 1918, les Soviets étaient déjà fatigués et démoralisés. Leur rôle diminuait de plus en plus. Leur liberté d'action était entravée par les menaces, la terreur, le chantage, la falsification des votes, etc. Si les bolcheviks ne les ont pas supprimés purement et simplement, c'est parce qu'ils ne gênaient plus les bolcheviks.

Les protestations et les rébellions furent matées rapidement et sans scrupules. Quand, le 24 février 1918, le Bureau du parti de la région de Moscou protesta contre les décisions du parti concernant le traité de paix avec l'Autriche-Allemagne et «attire l'attention sur le fait que le pouvoir des soviets devient désormais purement formel», Lénine répond sur le ton furibond (qui lui était propre) et qualifie cette protestation «d'étrange et monstrueuse». «L'ange gardien de la révolution» n'admettait pas qu'on le contredît.

La «dictature du prolétariat» devint déjà, du vivant de Lénine, la dictature sur le prolétariat, la dictature du parti bolchevik et de ses créations: la police, l'armée permanente et la bureaucratie naissante.

Il fallait bien «briser la vieille machine administrative», mais c'était, néanmoins, pour en construire, sans

tarder, une nouvelle, car, dit Lénine: «Il ne saurait être question de supprimer d'emblée, partout et complètement, la bureaucratie. C'est une utopie». Lénine connaissait bien Marx et surtout l'enseignement sur la «phase inférieure du communisme» qui permet toutes les interprétations et justifie tous les abus.

Il est vrai, d'autre part, que Marx préconisait comme forme de défense du nouvel État prolétarien «le peuple en armes» et non pas une armée permanente. Cela n'a pas empêché Lénine de décréter, en janvier 1918 «la formation d'une armée rouge socialiste». Les «raisons historiques» ne lui faisait pas défaut: cette armée «permanente» était, en fin de compte, une «Armée du peuple» et puis il y avait «le harcellement capitaliste» et la théorie fraîchement lancée de la «révolution dans un seul pays». Lénine a toujours eu horreur des utopies...

***Staline – «La phase supérieure du communisme» et le «dépérissement de l'État prolétarien» sont pour plus tard...***

Homme médiocre et en proie à un terrible complexe d'infériorité, Staline n'a rien laissé d'original derrière lui: ni dans ses écrits ni dans ses réalisations. Il a essayé, lui aussi, d'interprêter Marx à sa façon et il a fait de son mieux pour utiliser l'expérience et les enseignements de son prédécesseur Lénine.

Ses œuvres ne présentent aucun intérêt du point de vue idéologique. Verbiage et démagogie cynique. Ses «analyses» mystificatrices de réalité soviétique ressemblent étrangement à des propos de pince-sans-rire.

Il a fait ce que tout marxiste-bolchevik (Trotsy, Kamenev, etc.) aurait fait dans les mêmes circonstances. Plus que l'auteur de ce monstre qu'est l'État soviétique, Staline est le produit, l'expression même de la dégénérescence et de l'échec d'une doctrine.

**Quelques mots sur la Constitution de 1936 et le système électoral:**

La constitution soviétique de 1936 («la plus démocratique du monde») débuta sous de mauvais auspices: sur 29 personnes chargées d'élaborer la nouvelle constitution, 15 furent fusillées ou déportées avant les élections de 1937.

Contrairement au vieux système électoral (constitution.de 1924) au scrutin inégal, indirect et public, la Constitution de 1936 établit le scrutin direct et secret. Théoriquement, tous les citoyens (age minimum 18 ans) ont le droit d'élire et d'être élus, sans distinction de race, de sexe, etc.

Candidature unique. «Le droit de présenter les candidats est assuré aux organisations de masse, au Parti, aux syndicats, etc.

Théoriquement «le député peut être révoqué à tout moment sur décision de la majorité des électeurs.» Pratiquement, cela n'arrive jamais.

Les listes des électeurs sont soigneusement épurés. Le contrôle des élections est rigoureux: les abstentionnistes deviennent automatiquement «ennemis du peuple» et risquent les camps de Sibérie, ou, dans le meilleur cas, la perte de leur emploi. Les résultats sont falsifiés systématiquement: la commission de contrôle des élections est composée exclusivement de membres du

Parti ou de «Sans parti» (le plus souvent des arrivistes connus par leur servilité à l'égard du régime).
Résultat: le nombre des électeurs participant aux élections n'est jamais inférieur à 90%.

La campagne électorale est caractérisée par:

a) des discours de parade, louanges serviles à l'adresse du régime, et

b) par une terreur accrue.

L'organe suprême du pouvoir d'État de l'URSS est le Soviet suprême. Il est formé de deux chambres: Le Conseil de l'Union et le Conseil des nationalités. À la tête du Conseil (Soviet) suprême se trouve le Présidium.

# Dans l'impasse.

Quoiqu'on en dise et quoique l'on en pense, notre temps est sous le signe du marxisme: à l'Est comme à l'Ouest le marxisme est devenu une réalité. Une réalité qui est une impasse. Il a fallu au marxisme cent ans de luttes et d'expériences renouvelées pour aboutir à sa totale dégénérescence et à un démenti sans équivoque. Est-ce le destin de tout dogme?

À l'Est comme à l'Ouest les marxistes «communistes» et leurs coreligionnaires et ennemis (d'hier), les «réformistes», se tendent la main; le temps est aux fronts populaires (il faut entrer au gouvernement, coûte que coûte), aux surenchères diplomatiques et aux «conférences au sommet».

Surtout

pas de révolution sociale! La transition du capitalisme au socialisme se fera (dorénavant) par le truchement des urnes parlementaires (tant qu'il n'y a pas assez de canons et de fusées inter-continentales). Il faut gagner (au Parlement) la majorité plus une voix et le reste sera facile!

Curieux phénomène que le Parlement moderne! Il incarne la pourriture et l'absurde de notre temps: lieu de marchandages et de toutes sortes de combines (dans les pays capitalistes); dans le pays «communistes» son côté «ubuesque» est encore plus déconcertant: c'est une «claque», une assemblée de robots dont le seul «droit et devoir» est d'applaudir servilement et de voter (sans débats contradictoires et à l'unanimité) les décisions prises d'avance par le Parti ou par un chef tout puissant. À la volonté du peuple se substitue celle des politiciens professionnels, les «bonzes» du syndicat ou des présidents du Kolkhose.

La leçon du marxisme est une leçon négative. Le mal est dans la racine. La révolution sociale est antiétatiste ou n'est pas.

Pierre Pelerin

1.